



Message de Monia Cheikh, Secrétaire Générale, FGESRS, Tunisie

Chères collègues,

Je vous transmets mes salutations militantes ainsi qu' à toutes les participantes à la 1ère conférence des femmes de l'internationale de l'éducation. J'espère que vos travaux ont été fructueux et qu'ils constituent une étape importante pour la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes. Je me préparais avec enthousiasme à être parmi vous et à participer à cet événement mondial, mais les événements survenus dans mon pays m'ont retenu ici où je vis une étape cruciale de l'histoire de mon pays en participant à la chute d'un dictateur et en contribuant à la transition démocratique. Je ne croyais pas vivre ces moments. C'est un rêve qui se réalise, fruit de tant de luttes et de sacrifices de plusieurs générations.

Je suis fière aujourd'hui, en tant que femme, enseignante, syndicaliste d'être au cœur du soulèvement populaire pour la dignité, la justice sociale et la démocratie.

Les écoles et les universités ouvriront progressivement la semaine prochaine. L'état d'urgence et le risque d'insécurité sont encore présents mais la volonté de vie du peuple tunisien est la plus forte.

Après la chute du président, les syndicalistes unis au sein de l'UGTT continuent les manifestations et les grèves jusqu'à la constitution d'un gouvernement de salut national conforme aux attentes du peuple. L'UGTT a aussi formé des commissions syndicales composées d'experts et spécialistes chargés d'élaborer des propositions concernant les réformes politiques, économiques et sociales nécessaires à l'instauration de la démocratie et l'organisation d'élections transparentes.

Je vous prie de transmettre mon message dans le texte qui suit aux participantes à la conférence.

"Le mouvement de révolte qu'a vécu mon pays la Tunisie depuis un mois contre la dictature et la corruption, a permis à notre peuple dans une lutte héroïque de recouvrir sa dignité nationale et ses droits spoliés. Une étape historique sur le chemin de la liberté et de la démocratie commence pour **le peuple qui peut redevenir maître de son destin, restaurer les libertés individuelles, syndicales et politiques, instaurer les institutions démocratiques, s'attaquer à la corruption, mobiliser les ressources du pays au service du développement et de la lutte contre la pauvreté, le chômage et toutes les inégalités.**

Le peuple tunisien avec ses chômeurs avec ou sans diplômes, ses ouvriers, ses étudiants, ses enseignants, ses avocats, ses artistes, ses fonctionnaires, ses commerçants... hommes et femmes dans toutes les régions et de toutes les générations a abattu une dictature policière et corrompue, ruineuse pour le pays, honteuse pour sa civilisation millénaire, indigne d'un peuple épris de justice et de progrès.

Après le président déchu, la lutte continue pour réussir la transition démocratique.

Les syndicalistes de tous les secteurs unis au sein de la centrale syndicale: l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens (UGTT) ont joué un rôle capital dans la contestation sociale. Les structures régionales et locales de l'UGTT ont encadré et animé le soulèvement populaire, organisé les grèves et les manifestations dont celle du 14 janvier qui a précipité le départ du président. L'UGTT a placé ses revendications aussi bien sur le plan social que sur le plan politique.

Elle exige un modèle de développement garantissant l'égalité des chances, le droit à un travail décent, la justice sociale et l'équilibre régional. Elle réclame des réformes politiques dans le sens de la démocratie et des libertés.



La Tunisie bénéficie de certains facteurs qui la différencie d'autres pays dans la même situation sociale et politique, à savoir l'éducation, la place des femmes dans la société et une organisation syndicale atypique, unifiée forte et indépendante du pouvoir.

L'effort consenti depuis l'indépendance du pays en 1956 a permis d'atteindre la **scolarisation universelle et la parité dans tous les niveaux de l'éducation. Dans l'enseignement supérieur, on compte 58 % de filles. Elles représentent 60% des diplômées de l'université. Les tunisiennes bénéficient d'une législation égalitaire et d'un code de statut familial unique dans le monde musulman.** Elles participent activement dans toutes les sphères de la vie même si elles constituent encore un capital humain sous exploité et sous représenté aux postes de responsabilité et dans les instances de décision.

Quant au syndicat: l'UGTT a été fondé en 1946 pour que les travailleurs participent à la lutte anticolonialiste. Après l'indépendance, **la centrale syndicale a joué le rôle de contre-pouvoir et de partenaire de négociations pour défendre les travailleurs et soutenir les mouvements sociaux. Elle a toujours lutté pour rester libre, indépendante et militante.**

Le peuple tunisien jeune et instruit a été écrasé par un parti unique qui a accaparé le pouvoir, mis la main sur les institutions de l'état, usé de répression policière pour réprimer les libertés et piller les ressources du pays.

Le miracle Tunisien tant loué par des instances internationales en se basant uniquement sur les indicateurs économiques a montré ses limites. Le progrès économique, l'éducation pour tous, l'égalité entre les hommes et les femmes sont réalisés en Tunisie, mais malgré leur importance ces facteurs ne peuvent contribuer au bien être des peuples que s'ils sont associés aux libertés, à la justice sociale, au travail décent, à la répartition des fruits du développement et à la démocratie.

Le miracle tunisien se réalisera quand le peuple tunisien réussira avec ses hommes et ses femmes à construire une société instruite, libre et juste. Notre lutte continue pour conserver nos acquis dans le système éducatif et le statut des femmes, et conquérir notre espace de démocratie, de progrès et de justice sociale."